

Occitanie : Delga offre la fac aux migrants syriens et en chasse nos enfants

écrit par Agnes | 3 août 2017

C'est un projet pharamineux. L'idée a germé dans l'esprit de Laurent Grosclaude, vice-président de l'université de Toulouse, et de Samir Aïta, président de l'association « Démocratie et Entraide en Syrie » (cf. encadré) en octobre 2016. Rapidement, les deux hommes ont fait remonter une note à la présidente de région Carole Delga. « *Elle a tout de suite été partante. Il y a eu un vrai soutien de la région sans aucune condition* », confie Laurent Grosclaude.

Le processus de sélection

Après l'accord de la région, une annonce a été postée pour les étudiants syriens réfugiés en Jordanie. Certains habitent dans des villes comme Amman, mais d'autres vivent dans des camps à quelques kilomètres de la frontière syrienne. « *Nous avons reçu une centaine de candidatures. Nous avons ensuite établi une liste de 40 dossiers puis nous sommes allés en Jordanie en juin dernier pour faire passer des entretiens. Nous en avons sélectionné 20* », explique Laurent Grosclaude.

Les entretiens ont été menés pendant deux jours en Jordanie. Dans le camp de Zaatari, qui accueille 80 000 réfugiés syriens, la situation est « *très difficile* », raconte Samir Aïta. Sur place, ils ont été épaulés par le [Haut Commissariat pour les Réfugiés](#).

La répartition des 20 étudiants sera équitable entre les universités de Toulouse et de Montpellier. Elle se fera en fonction du voeu de chaque étudiant et des spécialités proposées par chaque université. « *Ce qui a été frappant, c'est que les étudiants veulent faire des choses en lien avec la reconstruction de la Syrie : architectes, psychologues...* », nous explique le vice-président de l'université de Toulouse.

Une arrivée prévue courant septembre

Les 20 étudiants syriens devraient arriver en Occitanie dans le courant du mois de

septembre. Une fois sur place, ils seront tous réunis à Toulouse pendant quelques jours pour faire connaissance avec les différents acteurs concernés et effectuer les quelques démarches administratives nécessaires. **Durant toute la première année, ils bénéficieront de cours de français intensifs, avec un objectif : atteindre le niveau B2 de français en juin prochain, nécessaire pour accéder à l'université. Les étudiants seront logés grâce au CROUS et seront accompagnés par les corps enseignants pour affiner leurs projets professionnels. À la rentrée de septembre 2018, chacun pourra intégrer sa voie de prédilection à l'université.**

Les 20 réfugiés syriens préparent en ce moment leurs visas pour pouvoir arriver en France à la rentrée prochaine. Leurs demandes ont été adressées il y a environ un mois et demi, mais ils sont toujours dans l'attente des autorisations délivrées par le ministère des Affaires étrangères.

L'association « Démocratie et Entraide en Syrie » mobilisée depuis 2012

Samir Aïta, président de l'association, nous a expliqué les raisons de sa création. *« Dans le passé en France, 400 étudiants syriens étaient accueillis chaque année sur le territoire. »* Depuis le début de la guerre en 2011, *« c'est beaucoup moins. En 2012 et 2013, à peine une cinquantaine d'étudiants ont été accueillis. »*

L'association a fait appel aux pouvoirs publics pour tenter de créer des passerelles pour permettre aux étudiants de venir étudier en France. Appel resté sans réponse. *« Nous avons monté un schéma nouveau, qui consiste à faire un partenariat entre une collectivité territoriale, une université et l'association »*, explique Samir Aïta.

Et ça a fonctionné. La première expérience date de 2014. [A Créteil, 25 étudiants syriens](#) ont bénéficié du dispositif mis en place par l'association : 1 an d'apprentissage du français, l'acquisition du niveau B2 nécessaire pour intégrer une université, puis des études dans des domaines très variés. Certains ont terminé, d'autres sont encore en études. *« On est très fiers »*, confie le président de l'association.

http://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/universites-toulouse-montpellier-vo-nt-accueillir-20-etudiants-syriens-1306309.html?campaign_id=A100

Dans le même temps les bacheliers français voient leurs demandes d'entrée à l'université assujetties au tirage au sort ou pire refusées et le contribuable français paie des

parasites pour plancher pendant des mois pour ce projet... Bon travail pour payer vos impôts. Suez beaucoup pour payer en plus les études de réfugiés tellement pauvres qu'ils paient 20 000 euros à des passeurs : c'est plus que ce que beaucoup de con-tribuables gagnent en une année.